



**Union Départementale Scolaire et d'Intérêt Social  
des Pyrénées-Orientales**

**DELIBERATION**

**Séance du 17 octobre 2025**

Nombre de conseillers			
Afférents au comité	En exercice	Présents	Votants
19	15	11	11

L'an deux mille vingt-cinq et le 17 octobre, à 10h30, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à Millas, sous la présidence de Jean ROQUE, Président de l'U.D.S.I.S..  
Monsieur Thierry VOISIN a été élu secrétaire de séance.

N° délibération :	Objet :
17/10/2025_06	Adhésion à la convention de participation SANTE souscrite par le Centre de Gestion des Pyrénées Orientales et instauration d'une participation financière aux contrats et règlements souscrits dans le cadre de ce dispositif.

**représentants des conseillers départementaux :**

**Titulaires présents :** Lola BEUZE, Madeleine GARCIA-VIDAL, Jean ROQUE, Marie-Pierre SADOURNY, Thierry VOISIN.

**Suppléants présents :** Marc PETIT.

**Suppléants présents ne participant pas au vote :** /

**Titulaires absents ayant donné procuration :** /

**Absents :** Michel GARCIA, Hermeline MALHERBE, Martine ROLLAND, Marie-Edith PERAL, Alexandre REYNAL, Aude VIVES.

**représentants de l'assemblée syndicale :**

**Titulaires présents :** Dominique ANDRAULT, Marc BIANCHINI, Raymond LEMORT, Josette PUJOL.

**Suppléants présents :** Valérie FRANCO.

**Suppléants présents ne participant pas au vote :** /

**Titulaires absents ayant donné procuration :** /

**Absents :** Nicolas GARCIA, Georges GUARDIA, Maya LESNE, Raymond PLA, Françoise ORTEGA, Sylvie TORRES.

**Vu** le code général des collectivités territoriales.

**Vu** le code des assurances.

**Vu** le code de la mutualité.

**Vu** le code de la sécurité sociale.

**Vu** le code général de la fonction publique, notamment les articles, L452-42, L.827-1 à L.827-12.

**Vu** le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents.

**Vu** l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique.

**Vu** le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement.

**Vu** la convention de participation signée entre le Centre de gestion des Pyrénées-Orientales et la société Mutuelle Nationale Territoriale (M.N.T.) en date du 01 août 2025, et jointe en annexe de la présente délibération.

**Vu** l'avis du comité social territorial du 17/10/2025.

**Considérant** que les personnes publiques mentionnées à l'article L.4 du code général de la fonction publique participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents que ces personnes publiques emploient, ces garanties sont au minimum celles définies au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale,

**Considérant** que la convention de participation « santé » s'adresse aux agents actifs, fonctionnaires ou agents contractuels de droit public/privé et aux retraités.

**Considérant** que l'aide financière mensuelle est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 sur la base d'un montant minimum de référence fixé par décret à hauteur de 15€/mois/agent, dans la limite du montant de la cotisation due par l'agent.

**Après en avoir délibéré, le Comité Syndical DECIDE A L'UNANIMITE DE :**

- adhérer à la convention de participation pour le risque « Santé » » conclue entre le Centre de gestion des Pyrénées Orientales et la société Mutuelle Nationale Territoriales (M.N.T.), à compter du 01/01/2026,
- attribuer une participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Santé » à compter du 01/01/2026,
- fixer la participation minimum de l'employeur dans le cadre de ce dispositif à 15 €/mois minimum selon les modalités ci-dessous :

Revenus nets mensuels par mois	Participation mensuelle par agent pour la santé	Pour rappel Participation prévoyance (délibération du 12/12/2024)	Total participation annuelle différenciée par agent
Jusqu'à 1500 €*inclus	20 €	8 €	336 €
De 1500 € à 2500 €* inclus	20 €	8 €	336 €
A partir de 2500 €*	15 €	7 €	264 €

\*Salaire imposable annuel de l'année précédente divisé par 12.

- acter l'impossibilité de participer financièrement aux cotisations des agents ayant adhéré à un contrat de complémentaire « santé » n'entrant pas dans le cadre de la convention ci-dessus visée,
- autoriser le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération,
- inscrire au budget, les crédits nécessaires au versement de la participation financière.

Ainsi fait et délibéré à Millas, les jours mois et an que dessus.

Le Président de l'U.D.S.I.S.,

Jean ROQUE



Le secrétaire de séance,

Thierry VOISIN

La présente délibération est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif (6 rue Pitot, 34000 Montpellier) dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.